

Zeitschrift: Jahresbericht / Schweizerisches Landesmuseum Zürich
Herausgeber: Schweizerisches Landesmuseum Zürich
Band: 98 (1989)

Rubrik: Projekte/Ausstellungen in Planung

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

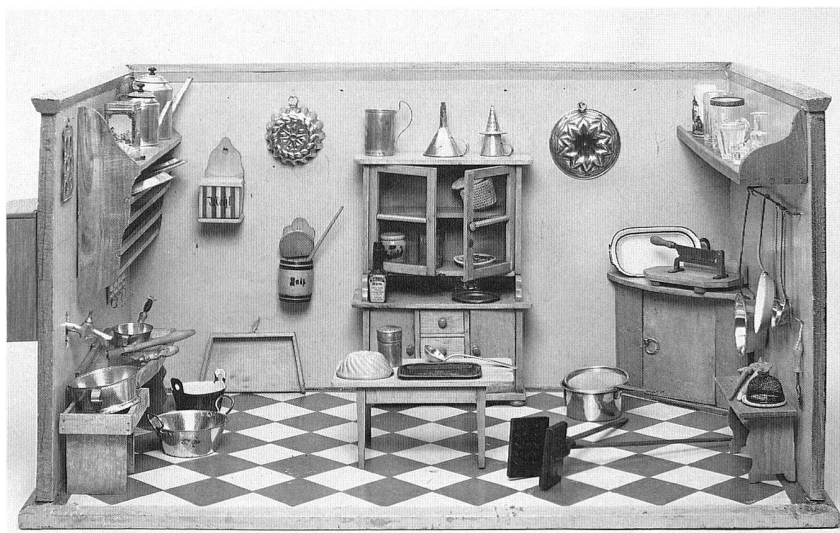


Abb. 16. Puppenküche mit einer Vielzahl von Gegenständen.
Um 1875. 40 x 77 x 45 cm. (S. 50, 66)

Ausser einigen Umstellungen und Ergänzungen erfuhr der Bestand keine Änderung. Die Besucherzahl bewegte sich mit rund 50 000 Personen auf Vorjahreshöhe.

Wohnmuseum Bärengasse

Im Wohnmuseum wurden die üblichen Unterhaltsarbeiten erledigt und die Sicherheitsanlage verbessert. Vier in Zusammenarbeit mit der Präsidialabteilung der Stadt Zürich gestaltete Sonderausstellungen trugen zur Attraktivität dieser Aussenstelle bei.

Staatsarchivar Dr. Otto Sigg führte die Mitglieder der Gesellschaft für das Schweizerische Landesmuseum durch die Ausstellung «Hans Waldmann» und ebenso gut besucht waren auch die öffentlichen Führungen von Peter Jezler durch die von ihm gestaltete Ausstellung «Der spätgotische Kirchenbau in der Zürcher Landschaft», wo ein im Zusammenarbeit mit einer Schulklasse aufgebautes Modell eines damaligen Kirchenbauplatzes sowie zahlreiche Leihgaben aus dem Besitz des Landesmuseums besondere Beachtung fanden (vgl. S. 18).

Projekte/Ausstellungen in Planung

Château de Prangins VD

L'année 1989 a été placée sous le signe de diverses procédures parlementaires, après la présentation du Message complémentaire aux Chambres en 1988: l'enquête menée par un groupe des commissions de gestion des deux Conseils a été poursuivie; après avoir chargé un expert extérieur de rédiger un rapport, le groupe a demandé des compléments d'information à différents protagonistes, puis a procédé lui-même à leur audition. (14 février) Le rapport de synthèse établi sur ces différentes bases a été rendu public le 26 mai et abondamment commenté par la presse.

Parallèlement, la commission ad-hoc du Conseil national a commencé ses

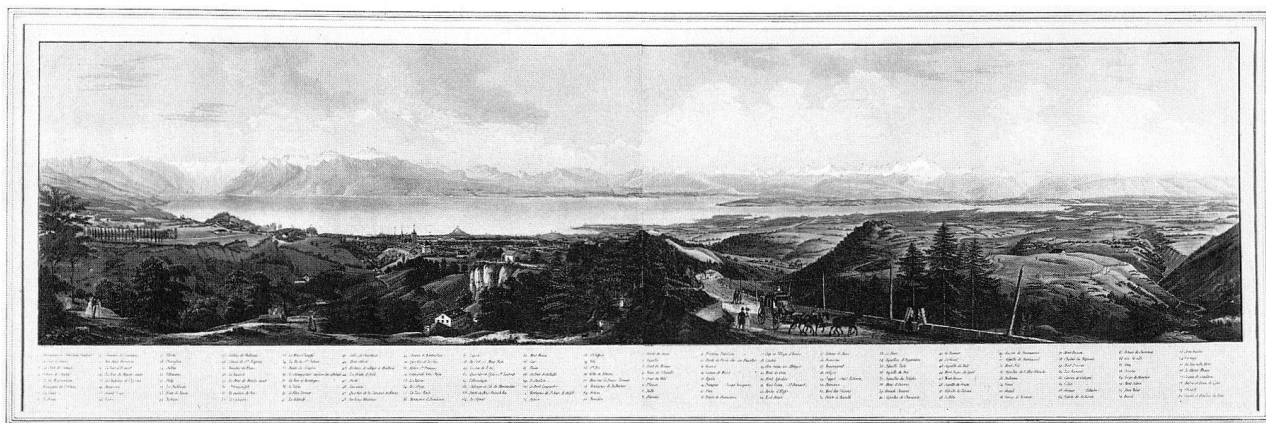


Abb. 17. Panorama des Genfersees mit Schloss Prangins. Von Jean Dubois, Genf. Kolorierte Aquatinta. Um 1828. Bild 29 x 118,5 cm. (S. 37, 59)

travaux en février par une visite des lieux et une séance à Berne. Elle avait également mandaté un expert pour se prononcer sur l'aptitude du château à abriter l'exposition prévue. Ayant entendu les commentaires de cet expert, la commission a décidé de demander un rapport complémentaire à l'administration (Musée national et Office des constructions fédérales) avant de se prononcer définitivement. C'est le 25 mai que la commission a finalement accordé le crédit, tout en présentant deux postulats qui ont été acceptés par le Conseil fédéral au courant de l'été; il s'agissait d'une part de donner plus d'importance, dans la conception du musée, aux expositions temporaires et aux manifestations culturelles, principalement en faveur de la jeunesse; et d'autre part de reconsidérer l'aménagement d'un débarcadère. Ces postulats ont été adoptés par le Conseil national en septembre, lorsqu'il a voté à l'unanimité le crédit demandé; celui-ci a toutefois été amputé de 1,5 million destiné à aménager l'infrastructure nécessaire aux réceptions officielles que le Conseil fédéral aurait ainsi pu organiser à Prangins. Il a donc fallu renoncer à ce projet.

Par ailleurs, à la demande de la commission du Conseil national, un crédit de 2 millions (imputé sur le solde disponible du premier Message) a été libéré pour poursuivre les études et les fouilles archéologiques nécessaires. Dès le mois d'octobre donc, des fouilles archéologiques ont été entreprises sous la terrasse Nord-Ouest; elles ont permis de mettre au jour deux murs anciens bien conservés, probablement à mettre en relation avec les édifices antérieurs au château actuel.

Tout ce qui précède montre que, cette année encore, l'activité de la conservatrice Chantal de Schoulepnikoff a été principalement axée sur les différents rapports à fournir au Parlement. Toutefois, elle a poursuivi ses recherches historiques sur le domaine de Prangins; après le Journal de Louis-François Guiguer de Prangins (Dossier de recherche no 1 publié dans le Rapport annuel 1988), elle s'est penchée sur «l'époque morave», c'est-à-dire la période comprise entre 1873 et 1920, où le château était un internat de garçons appartenant à l'Unité des Frères moraves («Herrnhuter»). Quant à Solange Michon, assistante de recherches, dont le mandat a été prolongé jusqu'au 31 décembre 1990, elle a continué son travail de dépouillement d'archives en Suisse romande; le Dossier de recherche no 2 sur «La Grosse Le Coultre et l'histoire du château de Prangins» (Revue suisse d'Art et d'Archéologie 1989, p. 217-228) rend compte d'un aspect de ce travail. Lors d'un séjour de deux semaines à Paris, elle a commencé à rassembler les documents concernant Prangins, en particulier la famille Guiguer et Joseph Bonaparte (propriétaire de Prangins entre 1814 et 1827). Les résultats de ces recherches seront petit à petit publiés dans la série des Dossiers.

Les contacts ont été maintenus avec les autres musées, principalement en Suisse romande, ce qui est essentiel pour l'intégration du futur siège romand du Musée national. Ainsi par exemple un groupe romand de conservateurs a tenu une journée de travail au château de Prangins le 30 juin. De même, la conservatrice et l'assistante ont pris part à différentes rencontres d'historiens ou d'historiens d'art.

La presse a fait une large place à «l'affaire» de Prangins tout au long de l'année; en particulier une émission de la série «Tell Quel» (TV romande) lui a été consacrée le 24 novembre sous le titre: «Prangins: un musée en or massif». Un autre type de publicité a aussi été donné à Prangins, devenu thème de séminaire pour des groupes d'étudiants de la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne.

Le contenu muséologique de la future exposition (affectation des salles, cheminements, etc.) a été réexaminé pour prendre en considération les ajustements demandés par le Parlement (extension des espaces d'exposition temporaire, abandon des réceptions officielles, etc.). Cette réflexion continue de manière permanente en collaboration avec les architectes, la conception d'exposition devant être constamment adaptée aux options de restauration.

Schloss Prangins VD

Nachdem die Zusatzbotschaft 1988 den Eidgenössischen Räten zugeleitet worden war, stand das Jahr 1989 ganz im Zeichen der parlamentarischen Behandlung des Geschäftes. Die von einer Gruppe der Geschäftsprüfungskommissionen der beiden Räte begonnene Untersuchung nahm ihren Fortgang. Nachdem sie einen aussenstehenden Experten mit der Erstellung eines Rapports beauftragt hatte, verlangte die Gruppe ergänzende Auskünfte von verschiedenen am Projekt beteiligten Personen und schritt schliesslich am 14. Februar zu deren persönlichen Befragung. Der auf diesen Grundlagen basierende Schlussbericht wurde am 26. Mai veröffentlicht und von der Presse ausgiebig kommentiert. Gleichzeitig nahm die vom Nationalrat gebildete ad hoc-Kommission im Februar ihre Arbeit mit einer Begehung an Ort und ei-



Abb. 18. Detail aus dem Panorama des Genfersees. (vgl. Abb. 17)

ner nachfolgenden Sitzung in Bern auf. Auch sie hatte einen Experten mit der Abklärung der Frage betraut, ob sich Schloss Prangins für die Aufnahme der vorgesehenen Ausstellung eigne. Nachdem die Kommission dessen Kommentar zur Kenntnis genommen hatte, beschloss sie, noch vor dem definitiven Entscheid einen Zusatzbericht beim Landesmuseum und beim Amt für Bundesbauten einzuholen. Am 25. Mai schliesslich stimmte die Kommission dem Kredit zu, präsentierte aber zwei Postulate, die vom Bundesrat im Laufe des Sommers akzeptiert worden sind. Einerseits handelte es sich darum, im Museumskonzept den Sonderausstellungen und kulturellen Veranstaltungen vor allem im Hinblick auf die Jugend mehr Gewicht zu geben; andererseits sollte die Errichtung einer Schiffstation nochmals geprüft werden. Beide Postulate sind im September vom Nationalrat zusammen mit dem verlangten Kredit ohne Gegenstimme genehmigt worden. Letzterer wurde jedoch um 1,5 Mio Franken reduziert, die zur Einrichtung der für offizielle Bundesrats-Empfänge auf Schloss Prangins notwendigen Infrastruktur vorgesehen gewesen wären.

Andererseits ist auf Verlangen der nationalrätlichen Kommission ein Kredit von 2 Mio Franken aus dem noch verfügbaren Saldo der ersten Botschaft für die Fortsetzung der archäologischen Untersuchungen und Sondierungen freigegeben worden. Seit Oktober sind darauf archäologische Grabungen unter der Nord-West-Terrasse vorgenommen worden, wobei zwei alte, noch gut erhaltene Mauern zum Vorschein kamen, die zu jenen Gebäulichkeiten gehören müssen, die vor dem heutigen Schloss existiert haben.

All das hier Gesagte zeigt, dass auch dieses Jahr die Konservatorin Chantal de Schoulepnikoff in erheblichem Masse mit der Abfassung verschiedener Berichte an das Parlament beschäftigt war. Doch sind gleichzeitig auch die historischen Forschungen über die Domäne Prangins vorangetrieben worden; nach dem Journal von Louis-François Guiguer de Prangins (Forschungsbericht Nr.1, veröffentlicht im Jahresbericht 1988) hat sich die Konservatorin nun den Jahren 1873–1920 zugewandt, jener Zeit also, da Schloss Prangins ein Knabeninstitut war, das von der Herrnhuter Brüdergemeine geführt wurde.

Was die Forschungsassistentin Solange Michon betrifft, deren Mandat bis zum 31. 12. 90 verlängert worden ist, so hat diese ihre Nachforschungen in den Archiven der französischen Schweiz weitergeführt; der Forschungsbericht Nr. 2 über «La Grosse Le Coultre et l'histoire du château de Prangins» (Zeitschrift für Schweizerische Archäologie und Kunstgeschichte 1989, S.217–228) zeigt einen Aspekt ihrer Arbeit. Während eines zweiwöchigen Aufenthalts in Paris begann sie, Dokumente im besondern über die Familie Guiguer und Joseph Bonaparte (Besitzer von Schloss Prangins zwischen 1814 und 1827) zu sammeln. Die Resultate dieser Untersuchungen werden nach und nach in der Serie der Berichte veröffentlicht werden.

Die Kontakte mit den andern Museen, vor allem jenen der französischen Schweiz, sind aufrechterhalten worden, was für die Integration der künftigen Zweigstelle der Westschweiz sehr wichtig ist. So hat z. B. eine Gruppe von Konservatoren der welschen Schweiz am 30. Juni eine Arbeitstagung auf Schloss Prangins abgehalten. Desgleichen haben die Konservatorin und ihre Assistentin an verschiedenen Zusammenkünften von Historikern und Kunsthistorikern teilgenommen.

Die Presse hat während des ganzen Jahres der «Affäre Prangins» grossen Raum eingeräumt. Im besondern hat das Fernsehen der französischen Schweiz Schloss Prangins am 24. November in seiner Serie «Tell Quel» eine Spezialsendung mit dem Titel «Prangins: ein Museum aus massivem Gold»



19



20



21



22



23



24



Abb. 19. Bistum Sitten, Walter II. Supersaxo 1457–82, Quart / Spagürli o.J. Billon. Nat. Grösse. (S. 48, 65)

Abb. 20. Bistum Sitten, Philipp II. de Platea 1522–29, Denier 1526. Billon. Nat. Grösse. (S. 48, 65)

Abb. 21. Bistum Sitten, Johann Jordan 1548–64, Batzen 1555. Billon. Nat. Grösse. (S. 48, 65)

Abb. 22. Graubünden, Gotteshausbund, Etschkreuzer 1570. Billon. Nat. Grösse. (S. 48, 65)

Abb. 23. Guastalla, Ferdinand II. Gonzaga 1575–1630, Testone 1619. Silber. Nat. Grösse. (S. 48f, 65)

Abb. 24. Zürich, 10 Dukaten 1652 als Goldabschlag vom Taler. Gold. Nat. Grösse. (S. 48, 65)



Abb. 25. Medaille für Benedikt Socin
1594–1664, 1596 gestiftet von Sebastian
Socin. Silber vergoldet. Nat. Grösse.
(S. 49, 65)

gewidmet. Eine andere Art von Publizität erfuhr unser Projekt durch ein Seminar, das unter dem Thema von Prangins für eine Gruppe von Studenten der Sozial- und Politikwissenschaftlichen Fakultät der Universität Lausanne durchgeführt wurde.

Der museologische Inhalt der künftigen Ausstellung (Zweckbestimmung der Räume, Rundgang etc.) ist überdacht worden, um die vom Parlament gewünschten Anpassungen vorzunehmen (Ausdehnung der Räume für Sonderausstellungen, Verzicht auf offizielle Empfänge des Bundesrates usw.). All diese Überlegungen erfolgten stets in Zusammenarbeit mit den Architekten, denn die Ausstellungskonzeption muss laufend den Restaurierungsoptionen angepasst werden.

Panorama der Schweizer Geschichte Schwyz SZ

Als Teil der ursprünglichen CH 91-Aktivitäten entstand bereits 1986 in der Innerschweiz die Idee eines Museums in Schwyz, das unter dem Namen «Panorama der Schweizer Geschichte» in Ergänzung zum bereits in dieser historischen Kulturlandschaft situierten Bundesbriefarchiv einen Überblick über die Geschichte unseres Landes vermitteln sollte. Der Kanton Schwyz

stellte dafür die Benutzung des Alten Zeughauses und ehemaligen Kornhauses des Standes Schwyz aus dem Jahre 1713 in Aussicht. Das Projekt fand auch nach dem Scheitern der ursprünglichen CH 91-Idee dank der unbestrittenen Wünschbarkeit Aufnahme in das Konzept für eine 700-Jahrfeier der Eidgenossenschaft, das im Auftrag des Bundesrates durch die «Groupe de réflexion» erarbeitet wurde. Vorabklärungen und eine Machbarkeitsstudie ergaben im Jahre 1988, dass eine Realisierung des ehrgeizigen Museumsprojektes auf das Jubiläumsjahr allerdings nicht möglich sein konnte. Dank der Initiative der Direktion SLM wurde das SLM anstelle einer ursprünglich privaten Trägerschaft mit der musealen Projektierung beauftragt. Ebenso wurde festgehalten, dass das neue Museum als zusätzliche Aussenstelle des Landesmuseums geführt werden soll.

Gestützt auf die Vorarbeiten einer Arbeitsgruppe, der A. Defago, Regierungsrat F. Marty und A. Furger angehörten, sowie aufgrund eines bautechnischen Gutachtens bewilligte der Bundesrat Ende 1988 einen Projektierungskredit für die Ausarbeitung einer Botschaft an die Eidgenössischen Räte.

Museumsintern wurde Ende 1988 in einer Gruppe, bestehend aus A. Furger, D. Flühler, M. Senn, mit ersten Skizzen die Konzeptarbeit begonnen. Gleichzeitig wurde ein externer, wissenschaftlicher Beirat gebildet. Im gehö-



26



Abb. 26. Verdienstmedaille der «Assemblée provisoire du Pays de Vaud» für Frédéric César de La Harpe, 30. März 1798. Gold. Nat. Grösse. (S. 48, 65, 92, 95)

Abb. 26a. Randschrift der Medaille. (vgl. Abb. 26)

* AFFRANCARE AL DIRETTORE DELL'ISTITUTO 1798 ESPOLSO NEL 1. GENNAIO 1800 PER GLI ENEMMI DELLA LIBERTÀ E DELL'INDIPENDENZA. ENLRYE GR 3 JULIET SUIVANT KI REDUIT A SECHAPER POUR CHERCHER UN AZYLE EN TERRE ETRANGERE

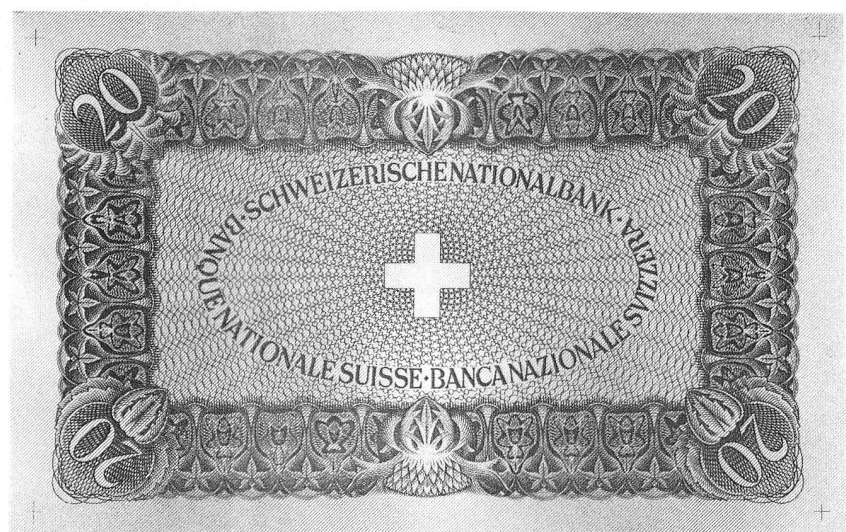


Abb. 27. Probenote für eine nicht ausgeführte Banknote von 20 Fr. 1925. Verkleinert. (S. 49, 65)

ren die folgenden Mitglieder an: F. de Capitani, W. Meyer, R. Sablonier, C. Menz, R. Ceschi, G. Kreis, U. Altermatt, A. Radeff.

Als Projektleiter konnte auf den 1. Januar 1989 Hp. Draeyer, vormals Leiter der historischen Abteilungen am Historischen Museum Basel, verpflichtet werden. Als wissenschaftliche Assistentin wurde im Frühjahr die Historikerin Frau Cecilia Winterhalter angestellt. Die Projektgruppe erarbeitete im Hinblick auf die Botschaft das museale Konzept und, in enger Anlehnung an den Inhalt und die Themenfolge, einen räumlich/dramaturgischen Raster für den Umbau des Zeughauses Schwyz.

Das neue Museum wird mit Objekten aus den Beständen des Landesmuseums und weiterer Bundessammlungen, allenfalls auch mit Objekten aus anderen privaten und öffentlichen Beständen sowie mit dem Einsatz modernster Medien Schwerpunktthemen der Gründungsgeschichte und der Geschichte der Alten Eidgenossenschaft zur Darstellung bringen. Unter Berücksichtigung der didaktischen Erfordernisse werden zudem einzelne Themen bis in die Gegenwart verfolgt. Im Juli 1989 konnte die Redaktion des Botschaftstextes abgeschlossen werden. Im August lagen die detaillierten Kostenvoranschläge vor.

Nach der Genehmigung der Botschaft durch den Gesamtbundesrat konn-

te das Geschäft den vorberatenden Kommissionen der beiden Kammern vorgelegt werden (Botschaft 89.065 vom 6. 9. 89). Es fand, nach eingehender Diskussion, breiteste Zustimmung sowohl bei den Kommissionen wie auch im Nationalrat und, nach einer Differenzvereinbarung, im Ständerat. Der zweitberatende Nationalrat erhöhte den Projektkredit von ursprünglich 13 Mio Franken auf einen Betrag von 14,948 Mio Franken und verhinderte damit, dass die Finanzierung der wissenschaftlichen Grundlagenarbeiten entgegen dem Vorschlag des Bundesrates auf dem Wege von privatwirtschaftlichem Sponsoring finanziert werden musste. Der Ständerat folgte im Differenzbereinigungsverfahren diesem Beschluss des Nationalrates.

Das «Panorama der Schweizer Geschichte» wird in den Jahren 1990–1992 im musealen Teil vom Landesmuseum ausdrücklich nicht *auf* die Jubiläumsfeierlichkeiten sondern *aus Anlass* des Bundesjubiläums realisiert. Eine Projektkommission ist gegenüber dem federführenden Eidg. Departement des Innern für die Realisierung verantwortlich. Sie setzt sich zusammen aus: A. Defago, Präsident, Regierungsrat M. Kürzi, J. Wiget, H.-P. Jost, A. Furger, A.P. Gubler, H. Steiner und Hp. Draeyer.

Unter der verantwortlichen Führung des Landesmuseums-Direktors, von der genannten Expertengruppe als Beirat unterstützt, wird die SLM-Projektgruppe von Hp. Draeyer geleitet. Für diese Projektgruppe werden ab Frühjahr 1990 einige Wissenschaftler verschiedener Fachrichtungen zugezogen werden.

Musikautomaten-Museum Seewen SO

Während des ganzen Jahres wurden in intensiver Zusammenarbeit mit dem Kanton Solothurn, dem Bundesamt für Kultur und in direktem Kontakt mit dem Stifter, Dr. h. c. Heinrich Weiss-Stauffacher, die vertraglichen Grundlagen für eine Übernahme des MusikautomatenMuseums Seewen SO durch den Bund vorbereitet. Es ist vorgesehen, nach erfolgter Zustimmung von Bundesrat und Kanton Solothurn, diese hervorragende Sammlung als Ausstelle des Schweizerischen Landesmuseums zu betreiben (vgl. S. 7f.).



Abb. 28. Blechbüchse «Schnebli's Badener Bonbons», Seitenwände bedruckt mit Ansichten von Baden AG. Von C. Siegrist-Gloor, Bern. Um 1900–1910. Höhe 13,7 cm. (S. 41, 58)

Ausstellungen in Planung

Vom 28. April bis 30. September 1990 wird, begleitend und als Ergänzung zur Ausstellung «Pfahlbauland» auf der Landiwiese, Zürich-Wollishofen, unter dem Titel «Die ersten Bauern – Pfahlbaufunde Europas», eine grosse Sonderausstellung im Landesmuseum stattfinden. Über 50 Museen aus dem In- und Ausland – aus ganz Mittel- und Südeuropa, von Bulgarien bis Spanien, aus allen angrenzenden Ländern – werden erstmals in einer reichhaltigen Gesamtschau kostbarste Originalobjekte zeigen, zusammen mit den überaus reichen Pfahlbaufunden der Schweiz, die im Laufe der letzten 135 Jahre zum Vorschein gekommen sind. Die Kultur der schweizerischen Pfahlbauer wird somit im Vergleich mit dem europäischen Quellenmaterial sichtbar gemacht.

Für 1991 sind zwei grosse Ausstellungen geplant: Vom 21. Februar bis zum 12. Mai sollen unter dem Titel «Gold der Helvetier» die teilweise spektakulären Goldfunde aus keltischer Zeit, die im Gebiet der heutigen Schweiz ans Tageslicht kamen, ausgestellt werden. Als Sponsor dieser Schau, die anschliessend in verschiedenen Schweizer Museen in allen Landesteilen gezeigt wird und auch für das Ausland vorgesehen ist, tritt der Schweizerische Bankverein auf. – Für den Sommer 1991 ist eine Ausstellung geplant, in deren Mittelpunkt die Manessische Liederhandschrift steht, welche zu diesem Anlass von der Universitätsbibliothek Heidelberg ausgeliehen wird. Lebensformen und Ideale der Zeit um 1300, wie sie in der Handschrift durch Texte und Bilder überliefert sind, werden in der Ausstellung und im Katalog kritisch dargestellt werden.